

Toute personne peut obtenir à prix coûtant auprès du Secrétariat général du Ministère – Centre d'Expertise juridique - Centre de Documentation administrative - une copie des actes et documents publiés sur le site internet visé à l'alinéa 1^{er}. Ce Centre, situé boulevard Léopold II 44, à 1080 BRUXELLES, est également chargé de fournir aux citoyens un service d'aide à la recherche de documents.

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29626]

Informatiebericht

De subdelegaties die worden toegekend krachtens het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden door het Ministerie van de Franse Gemeenschap bekendgemaakt op de Website : <http://www.gallilex.cfwb.be>. Voor het opzoeken op de website GALLILEX, klik op « Recherche des circulaires et autres actes administratifs » en selecteer « Recherche multicritère simple » in de optielijst. In het menu van de rubriek « Nature juridique », klik op « Acte de délégation ».

Iedereen kan tegen de kostende prijs bij het Secretariaat-generaal – Centrum voor juridische expertise – Centrum voor administratieve documentatie – een afschrift bekomen van de akten en documenten die op de website bedoeld in het eerste lid bekendgemaakt zijn. Dat Centrum, gelegen Leopold II-laan 44, te 1080 BRUSSEL, wordt eveneens belast met het verlenen aan de burgers van een dienst die ze kan helpen documenten op te zoeken.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206899]

28 NOVEMBRE 2013. — Circulaire relative à la mise en place d'une politique d'achat durable pour les pouvoirs adjudicateurs régionaux wallons

A l'attention des pouvoirs adjudicateurs régionaux wallons soumis à la législation sur les marchés publics

1. Introduction

1.1. Objectif général

Le Gouvernement a décidé de mettre en place une politique d'achat public durable à l'échelle de la Wallonie, dans laquelle les entités adjudicatrices wallonnes sont invitées à s'inscrire tant pour leurs achats de fournitures, de services que de travaux. La présente circulaire et les outils qui y sont décrits ont été conçus pour aider et accompagner les entités dans cette démarche d'achat durable, qui répond à des enjeux non seulement économiques mais également environnementaux, sociaux et éthiques, ainsi qu'au rôle d'exemplarité attendu de l'administration.

Les achats publics constituent en effet un levier de transition considérable pour une transition vers des modes de consommation et de production durables, en raison notamment du montant global de ces achats et de leur importance au regard du PIB, ce qui autorise un impact substantiel sur les échanges de biens et de services en Wallonie. Il revient à l'acteur public d'utiliser ce levier pour promouvoir l'innovation environnementale et sociale auprès de ses fournisseurs potentiels.

1.2. Des enjeux environnementaux, sociaux et éthiques

La mise en œuvre d'une politique d'achat durable pose, pour les entités adjudicatrices, la question du besoin, autant qualitatif que quantitatif, et de son adéquation avec des impératifs environnementaux, sociaux et éthiques. La démarche débouche, in fine, sur l'insertion de clauses environnementales, sociales et éthiques dans les cahiers des charges des marchés publics lancés par les entités adjudicatrices, et ce en totale conformité avec la législation sur les marchés publics, mais elle ne peut, pour autant, pas être réduite à cet acte technique. Il s'agit, plus fondamentalement, de repenser les processus et les procédures en amont et en aval de l'acte d'achat afin d'y intégrer la dimension de durabilité et d'atteindre des objectifs en matière notamment de réduction de l'empreinte environnementale ou d'insertion socioprofessionnelle, tout en valorisant le potentiel économique des P.M.E. wallonnes, en ce compris celles relevant de l'économie sociale.

Par la mise en place de cette politique d'achat durable inscrite dans le Plan Marshall 2. Vert, le Gouvernement wallon témoigne de sa volonté politique de concrétiser les engagements internationaux qu'il a pris avec les autres entités belges lors du Sommet de la Terre de Rio + 20 en juin 2012. Il souhaite également contribuer aux efforts de l'Union européenne pour promouvoir une économie verte dans le cadre d'un développement durable.

Si cette circulaire est amenée à produire ses effets principalement en Wallonie, il faut bien considérer que, sur un plan géographique plus large, l'intégration de standards environnementaux, sociaux et éthiques dans les marchés publics wallons est également susceptible d'encourager au relèvement des exigences en la matière ailleurs que sur le territoire de notre Région, que ce soit en inspirant des initiatives similaires aux autorités publiques compétentes ou par un alignement des fournisseurs potentiels étrangers sur le niveau d'exigence promu par les marchés publics wallons.

1.3. Des enjeux économiques

En intégrant des clauses environnementales, sociales et éthiques dans leurs marchés publics, les autorités publiques ont en outre la possibilité de renforcer la position concurrentielle des P.M.E. wallonnes, et de stimuler le développement du tissu entrepreneurial local et régional en Wallonie.

En effet, en paramétrant au mieux la demande, les acheteurs publics stimulent l'innovation environnementale et sociale notamment des P.M.E. wallonnes, lesquelles présentent déjà de nombreux atouts en la matière. De la sorte, les P.M.E. se voient encouragées et renforcées dans leur position concurrentielle de façon globale, en ce compris l'éventuelle obtention de commandes privées. En outre, la commande publique, en intégrant des pratiques d'achat durable, est susceptible d'avoir un effet d'émulation sur le comportement et les attentes des consommateurs. Au final, les bénéfices des marchés publics durables peuvent largement dépasser, pour les P.M.E., le cadre de commandes ponctuelles et déboucher sur la création d'emplois structurels.

A cet effet, lorsque les pouvoirs adjudicateurs intègrent des clauses environnementales et sociales dans la procédure de marché, ils doivent préalablement s'informer sur les conditions de prestations des P.M.E. locales. Ainsi, les pouvoirs adjudicateurs doivent être particulièrement vigilants en ce qui concerne l'utilisation de labels qui pourraient limiter l'accès des entreprises aux procédures de marchés, en raison de leur niveau d'exigence ou de leur coût.

Dans le prolongement de cette préoccupation, la question de l'accessibilité des P.M.E. aux marchés publics se devait d'être traitée, en ce compris pour les P.M.E. relevant de l'économie sociale. Les P.M.E. sont les acteurs économiques les plus susceptibles de rencontrer des entraves à la participation aux marchés publics. Plusieurs facteurs peuvent les freiner, parmi lesquels la taille des marchés ou le manque d'accès à l'information. Il est par conséquent recommandé aux pouvoirs adjudicateurs, parallèlement à l'intégration de clauses environnementales, sociales et éthiques, de renforcer, sur le plan administratif, la possibilité des P.M.E. à participer aux marchés publics lancés par la Région.

La note de cadrage et de conseil juridiques mise à disposition sur le portail des marchés publics (www.marches-publics.wallonie.be) (menu informations générales/pratiques de marché/achats publics durables) détaille les paramètres administratifs des marchés publics déterminant pour assurer la participation des P.M.E., et la manière de les conformer aux possibilités de ces dernières.

1.4. L'impératif de sécurité juridique

L'insertion des clauses environnementales, sociales ou éthiques ne peut se faire au détriment de l'objectif de sécurité juridique. En l'espèce, la législation et la jurisprudence en matière de marchés publics relèvent principalement de l'échelon fédéral ainsi que de l'échelon européen, et présentent un degré de complexité élevé et croissant.

S'il s'agit d'exploiter pleinement ces législations pour favoriser l'introduction de clauses environnementales, sociales et éthiques et renforcer l'accès des P.M.E., notamment wallonnes, aux marchés publics, la présente circulaire n'entend pas organiser de dérogation à la législation sur les marchés publics qu'il appartient bien entendu aux entités adjudicatrices d'appliquer pleinement.

Ainsi, de façon générale, les pouvoirs adjudicateurs doivent toujours, même dans les marchés publics dont la valeur est inférieure aux seuils européens, respecter le principe de libre circulation des services et des travailleurs et s'abstenir d'introduire des clauses qui sont, par nature ou à l'occasion de leur application, discriminatoires.

2. Champ d'application

La présente circulaire vise les marchés de services, les marchés de fournitures et les marchés de travaux. Elle est d'application horizontale et est susceptible de concerner toutes les familles d'achats ainsi que tous les secteurs.

L'ensemble des entités adjudicatrices wallonnes sont susceptibles d'être concernées par la présente circulaire, soit chacune des directions et des implantations du Service public de Wallonie, ainsi que les organismes publics régionaux dans leur intégralité (cabinets ministériels, organismes d'intérêt publics, sociétés de logement public, autres sociétés et associations de droit public). Les pouvoirs adjudicateurs subsidiés par la Wallonie sont également encouragés à s'inspirer de la présente circulaire lors de l'élaboration de leurs propres cahiers des charges.

Au sein de chaque entité, sont en premier lieu concernés par la présente circulaire le personnel dirigeant et les agents intervenant dans l'achat à quelque titre que ce soit, en ce compris les responsables de la maintenance et du suivi de chantier.

3. Eléments constitutifs d'une politique d'achat public durable

3.1. Insertion de clauses environnementales, sociales et éthiques

3.1.1. Principes et objectifs

Les « clauses environnementales » sont des stipulations poursuivant un objectif de préservation de l'environnement.

La prise en considération de critères environnementaux dans les marchés publics est un moyen efficace et nécessaire pour réduire l'empreinte environnementale des activités publiques dans leur ensemble, en particulier sur les milieux (eau, air, sol), sur la santé, sur la biodiversité et le paysage. Pour cela, les pouvoirs adjudicateurs tiennent compte de l'ensemble du cycle de vie des fournitures et services, réduisent leur consommation de ressources naturelles et d'énergie, réduisent leurs émissions de gaz à effet de serre et de polluants diffus, préviennent la production de déchets, en particulier de déchets dangereux, et le cas échéant, les valorisent.

Les « clauses sociales » sont des stipulations poursuivant des objectifs de politique sociale, contribuant directement au bien-être de la collectivité ou des individus. Ces objectifs incluent notamment la participation aux marchés publics des entreprises d'économie sociale, la formation ou l'insertion socioprofessionnelle de demandeurs d'emploi peu qualifiés, d'apprentis, de stagiaires ou d'apprenants, de personnes en situation de handicap social, physique et/ou mental ou de discrimination, la promotion de l'égalité des chances, la lutte contre la précarité, etc.

De façon générale, il s'agit de rapprocher de l'emploi des personnes qui sont éloignées du marché du travail, en leur ouvrant de nouvelles perspectives d'emploi (chômeurs de longue durée, travailleurs âgés ou jeunes; personnes issues de groupes défavorisés, voire marginalisées, personnes handicapées).

Les « clauses éthiques » sont des stipulations visant à acquérir un bien ou un service fourni dans des conditions jugées justes et humaines.

Les clauses éthiques permettent de poursuivre un objectif complémentaire à celui des clauses sociales auxquelles elles sont parfois assimilées. Elles peuvent être distinguées des clauses sociales en ce qu'elles tendent à favoriser les comportements vertueux en lien avec des produits ou services réalisés en dehors du territoire belge. Elles peuvent notamment permettre l'application de règles ou normes qui apparaissent fondamentales, dans des pays où de telles législations n'existent pas, ou ne sont pas bien respectées.

En l'état de la législation et de la pratique, il est recommandé aux pouvoirs adjudicateurs de restreindre la portée des clauses éthiques à « l'éthique sociale » en favorisant le respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail (commerce éthique) et la promotion du commerce équitable.

3.1.2. Mise en œuvre dans les marchés publics

Lors de la passation de tout marché public de fournitures, de services et de travaux, les pouvoirs adjudicateurs veillent à tenir compte des considérations environnementales, sociales et éthiques. En ce qui concerne spécifiquement les marchés publics de travaux de construction ou de rénovation de bâtiments dépassant le seuil de 1,5 million d'euros, le cahier spécial des charges intègre systématiquement les clauses sociales jugées les plus pertinentes par les pouvoirs adjudicateurs, étant donné leur potentialité à rapprocher de l'emploi des personnes qui en sont éloignées.

L'insertion de clauses environnementales, sociales ou éthiques peut être réalisée selon les cas et dans le cadre fixé par la législation sur les marchés publics :

- dans la définition même de l'objet du marché;
- dans les spécifications techniques du cahier des charges;
- comme critère de sélection qualitative;

- parmi les critères d'attribution;
- dans les clauses relatives à l'exécution du marché.

La note de cadrage et de conseil juridique mise à disposition sur le portail des marchés publics (www.marches-publics.wallonie.be) (menu informations générales/pratiques de marché/achats publics durables) détaille les conditions dans lesquelles des clauses environnementales, sociales et éthiques peuvent être intégrées dans les marchés publics. Elle n'a cependant pas pour ambition de dicter la rédaction précise des clauses que les entités intégreront dans leurs marchés, en toute indépendance, dans le respect du principe d'autonomie.

3.2. Définition et analyse des besoins

Avant de lancer la procédure d'achat, les pouvoirs adjudicateurs s'attachent à analyser précisément leurs besoins en consultant des utilisateurs internes ou finaux pour déterminer notamment si le volume de la commande ou les spécifications techniques ne doivent pas être revus. Lors de cette étape, l'administration veille à évaluer les incidences potentielles du marché sur l'environnement et à identifier au mieux la plus-value sociale que le marché peut garantir.

3.3. Désignation d'un responsable

Pour la mise en œuvre de la présente circulaire, les pouvoirs adjudicateurs veillent à désigner un responsable qui aura pour rôle d'impulser au sein de son organisation une dynamique de prise en compte des considérations environnementales, sociales, éthiques ainsi que des préoccupations économiques relatives à l'accès aux marchés publics wallons des P.M.E., en ce compris celles relevant de l'économie sociale.

La/le responsable « achats durables » a également pour mission de sensibiliser le personnel de son organisation pour l'inciter à la passation de marchés publics responsables en tenant compte de la présente circulaire.

Il/elle doit avoir le statut hiérarchique et les compétences nécessaires pour encourager au mieux l'application de la politique d'achats durables.

3.4. Tenue d'un tableau stratégique

Chaque administration met en place un tableau de suivi de l'ensemble des marchés, qui permet notamment de mesurer le progrès et dont l'utilisation par chaque administration est vivement encouragée en vue de la consolidation et de l'agrégation de données. Ce tableau reprend la liste des marchés en cours ou à venir avec le type de procédure, le montant T.V.A.C., la date d'échéance, le fonctionnaire dirigeant, le(s) type(s) de clauses(s) intégré(s).

Un exemple de tableau, sous forme de tableur électronique, permettant ce rapportage est disponible sur le portail des marchés publics www.marchespublics.wallonie.be (menu informations générales/pratiques de marché/achats publics durables).

3.5. Evaluation annuelle

Chaque pouvoir adjudicateur, afin notamment de faciliter l'agrégation d'informations au niveau régional, veille à reprendre dans son rapport annuel une analyse synthétique de sa politique de marchés publics, détaillant le volume financier des contrats, leur nombre, le pourcentage de marchés incluant des clauses environnementales, sociales, éthiques, et les objectifs poursuivis par l'organisme, notamment pour favoriser l'accès aux P.M.E. pour l'année n+1. La tenue du tableau stratégique décrit ci-dessus permet à chaque pouvoir adjudicateur de rédiger assez aisément cette synthèse.

4. Helpdesk unique à l'intention des pouvoirs adjudicateurs

Ce Helpdesk est ouvert à l'ensemble des organismes adjudicataires régionaux et pour l'ensemble des marchés de services, de fournitures et de travaux.

Le Helpdesk est géré par la Direction des marchés publics du Secrétariat général du Service public de Wallonie, avec l'appui d'une plateforme interne animée par le Département du Développement durable du Service public de Wallonie. Il est le guichet unique pour toutes les questions provenant des entités du Service public de Wallonie ainsi que des autres entités régionales, relatives à la rédaction de cahiers publics des charges, à savoir les aspects juridiques, mais aussi toutes les questions liées à l'insertion de clauses ESE, sur le plan de leur formulation ou de l'analyse des offres.

Le Helpdesk est consultable via l'adresse email suivante : « helpdesk.clausesese@spw.wallonie.be ». Une réponse est en principe apportée dans les 10 jours ouvrables au plus.

5. Outils transversaux utiles à la mise en place, à l'échelle de chaque entité adjudicatrice, d'une politique d'achat durable

Tous les outils présentés ci-dessous sont accessibles sur le portail des marchés publics à l'adresse suivante : www.marchespublics.wallonie.be (menu informations générales/pratiques de marché/achats publics durables). Le site propose également une compilation de ressources documentaires comme des guides pratiques, des cahiers des charges pouvant servir d'exemples, des clauses-types. Tout nouvel outil développé sera, désormais, mis en ligne sur le site.

5.1. Note synthétique de cadrage et de conseil juridiques

Il apparaissait nécessaire que les pouvoirs adjudicateurs wallons puissent disposer en permanence d'une synthèse opérationnelle mise à jour régulièrement de manière à réduire les incertitudes juridiques et ainsi faciliter l'action.

Cette synthèse présente, de façon accessible à toute personne impliquée d'une quelconque manière dans les achats publics, les balises juridiques conditionnant l'insertion des clauses environnementales, sociales et éthiques dans les marchés publics. Ces balises sont explicitées pour tous les types de marché (fournitures, services, travaux) et pour les différents stades de passation de la procédure de marché public (objet du marché et spécifications techniques, sélection qualitative, critères d'attribution, conditions d'exécution).

Cette note, ayant reçu la validation de la Commission wallonne des Marchés publics, tient notamment compte de la loi du 15 juin 2006 sur les marchés publics entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2013, ainsi que de ses arrêtés d'exécution. Elle complète de manière utile la présente circulaire dans des aspects plus détaillés et est mise à jour régulièrement.

5.2. Guide wallon de gestion des achats publics en vue de promouvoir un développement durable

La Wallonie a développé un guide détaillant la méthodologie à suivre pour la mise en place ou le renforcement d'une politique d'achats durables, à l'usage des pouvoirs adjudicateurs.

5.3. Formations sur l'insertion de clauses environnementales, sociales et éthiques

Les formations sont organisées à raison d'un module par trimestre et se tiennent à Namur. Elles durent deux jours et sont ouvertes à 15 agents par module. Les agents du Service public de Wallonie et des OIP peuvent s'adresser à la direction de la formation du personnel du Service public de Wallonie. Le contenu de formation aborde également l'utilisation du Cahier des charges type « Bâtiment durable » (voir ci-dessous).

5.4. Informations spécifiques dans la Newsletter des marchés publics

La newsletter relative aux marchés publics du Service public de Wallonie intègre désormais un volet « marchés publics durables » géré par le Département des affaires juridiques du Service public de Wallonie, avec l'appui du Département du Développement durable.

Les inscriptions à la newsletter se font à l'adresse mail suivante : <http://marchespublics.wallonie.be/fr/fonctions-speciales/lettre-d-info/index.html>

5.5. Guide pratique visant à l'intégration de clauses sociales au bénéfice des P.M.E. relevant de l'économie sociale dans les cahiers spéciaux des charges des marchés publics

Ce guide aborde la question de l'insertion des clauses sociales sous l'angle spécifique de l'économie sociale. Il a pour objectif de :

- définir les opérateurs et marchés concernés;
- définir une stratégie globale et par opérateur;
- présenter les considérations essentielles à étudier;
- baliser le cadre législatif pour l'introduction de clauses sociales dans les marchés publics;
- présenter les ressources disponibles pour aider les opérateurs.

6. Outils sectoriels spécifiques utiles à la mise en place, à l'échelle de chaque entité adjudicatrice, d'une politique d'achat durable

6.1. Outils spécifiques à la Construction durable

6.1.1. Cahier des charges-type « Bâtiment durable »

Un cahier des charges-type « Bâtiment Durable » (« CCT-BD ») a été réalisé grâce au partenariat noué entre la Wallonie et la Confédération de la Construction Wallonne. Ce cahier des charges type est destiné à remplacer les nombreux modèles de cahiers des charges utilisés en Wallonie et par la Fédération Wallonie Bruxelles de manière à simplifier le travail administratif tant des administrations que des entreprises et des auteurs de projet tout en améliorant la qualité des commandes des pouvoirs adjudicateurs. Le document constitue une évolution significative en matière de cahier des charges type pour les bâtiments car il intègre les dernières évolutions techniques, technologiques et juridiques. Il contribue dès lors à l'objectif d'exemplarité dévolu à l'administration.

Le cahier des charges-type « Bâtiment Durable » est disponible sous forme d'un site web hébergé par le Service public de Wallonie et accessible depuis le portail des marchés publics qui permet de télécharger les articles nécessaires à la rédaction d'un cahier spécial des charges pour la réalisation de constructions ou de rénovations de bâtiments et de logements. Il comporte actuellement environ 9 500 articles.

A dater du 1^{er} juillet 2014, ce nouveau cahier des charges type est utilisé systématiquement comme cahier des charges de référence unique pour tous les travaux de construction et de rénovation de logements et de bâtiments exécutés par ou pour le compte de la Wallonie, de la Société Wallonne du Logement, de la Fédération Wallonie Bruxelles ainsi que pour les travaux subsidiés par ces institutions à hauteur de 50 % minimum.

A partir du 1^{er} janvier 2014, les pouvoirs adjudicateurs sont encouragés à utiliser le CCT-BD pour les nouveaux dossiers afin de faciliter son entrée en vigueur progressive et de familiariser l'ensemble des intervenants à son utilisation. Ils sont également encouragés à participer à la dynamique d'amélioration et d'évaluation continue de cet outil, en communiquant à la DGT2 et à la Direction des Marchés publics du Service public de Wallonie les propositions de modification qu'ils jugent opportunes et, le cas échéant, les difficultés rencontrées dans l'utilisation de l'outil.

En tout état de cause, le cahier spécial des charges identifie clairement le document en vigueur pour chaque marché.

Le CCT-BD est mis à jour de manière continue afin de suivre l'évolution juridique, technique et technologique.

6.1.2. Des facilitateurs spécialisés sur les clauses sociales dans les marchés publics de travaux (bâtiments)

Un dispositif de « facilitateurs clauses sociales » a été créé depuis avril 2012 pour faciliter l'insertion et la mise en œuvre de clauses sociales dans les marchés publics de travaux (bâtiments). Ce dispositif s'articule autour de deux groupes de facilitateurs (pouvoirs adjudicateurs d'une part, entreprises d'autre part), rassemblés en réseau. Ce réseau de facilitateurs est animé par le Secrétariat général du Service public de Wallonie (Département du Développement durable et Direction des marchés publics).

Les facilitateurs clauses sociales sont présents dans les structures de référence des principaux acteurs concernés par les marchés de travaux (bâtiments) :

- du côté des pouvoirs adjudicateurs : au Service public de Wallonie, à la Société wallonne du Logement et à l'Union des Villes et des Communes de Wallonie;
- du côté des auteurs de projets : à l'Union wallonne des Architectes;
- du côté des entreprises : à la Confédération de la Construction wallonne et à la fédération d'entreprises d'économie sociale SAW-B.

Les facilitateurs ont une mission d'information, de conseil, d'aide à l'insertion ou l'exécution de clauses sociales.

Les outils développés au sein du réseau des facilitateurs clauses sociales sont mis à disposition sur le portail des marchés publics.

6.1.3. vade-mecum Bâtiments durables

Un vade-mecum destiné à aider les pouvoirs adjudicateurs en matière de logements et de bâtiments tertiaires durables a été réalisé par l'Université de Mons dans le cadre d'un marché public organisé par la Société wallonne du Logement qui pilote le projet en partenariat avec le Service public de Wallonie. Ce vade-mecum est un outil d'aide à la décision pour les agents techniques ainsi que pour les organes décisionnels des pouvoirs adjudicateurs.

Il aborde la question des travaux sous un angle technique (performance énergétique, notamment), indépendamment de la question de la traduction de ces spécifications techniques en cahier des charges, ce qui est l'objet du CCT-BD.

Le vade-mecum est en outre disponible en ligne sur le site web de la SWL (www.swl.be).

6.2. Outils spécifiques au secteur des Pierres et Marbres

Une circulaire a été adoptée par le Gouvernement en date du 19 juillet 2012. Elle traite de l'insertion de critères environnementaux dans les marchés publics relatifs à l'utilisation de pierres et roches ornementales, à destination des pouvoirs adjudicateurs wallons mais aussi des communes et intercommunales.

7. Mise en réseau

Pour favoriser la mise en réseau d'entités adjudicatrices ou d'agents impliqués dans les démarches d'achats durables et amplifier celles-ci, des tables rondes, plateformes d'échanges d'informations, séminaires spécifiques, rencontres avec les fournisseurs et visites de terrain sont organisés. Ces actions font l'objet d'appels à candidature séparés et directement adressés aux entités adjudicatrices.

Namur, le 28 novembre 2013.

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206899]

28. NOVEMBER 2013 — Rundschreiben über die Einführung einer nachhaltigen Beschaffungspolitik für die wallonischen regionalen öffentlichen Auftraggeber

An die wallonischen regionalen öffentlichen Auftraggeber, die der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge unterliegen

1. Einleitung

1.1. Allgemeine Zielsetzung

Die Regierung hat beschlossen, in der Wallonie eine nachhaltige Beschaffungspolitik einzuführen, und die wallonischen öffentlichen Auftraggeber aufzufordern, sich bei ihren Liefer-, Dienstleistungs- und Bauaufträgen dieser Politik anzuschließen. Vorliegendes Rundschreiben und die darin beschriebenen Instrumente wurden entworfen, um die verschiedenen Körperschaften und Dienststellen bei der Einführung dieser nachhaltigen Beschaffungspolitik zu begleiten, die nicht nur auf wirtschaftliche, sondern auch ökologische, soziale und ethische Herausforderungen antwortet, und die von den Behörden erwartete beispielgebende Rolle unterstreicht.

Die öffentlichen Aufträge bilden nämlich einen wichtigen Hebel, um den Übergang zu nachhaltigen Verbrauchs- und Produktionsmustern zu ermöglichen, u.a. wegen des Gesamtbetrags dieser Aufträge und ihrer Bedeutung für das Bruttoinlandsprodukt, was erhebliche Auswirkungen auf den Austausch von Gütern und Dienstleistungen in der Wallonie hat. Es steht den öffentlichen Stellen zu, diesen Hebel zu benutzen, um die ökologische und soziale Innovation bei ihren potentiellen Lieferanten zu fördern.

1.2. Ökologische, soziale und ethische Herausforderungen

Für die auftraggebenden Behörden stellt die Einführung einer nachhaltigen Beschaffungspolitik die Frage des sowohl qualitativen als quantitativen Bedarfs und seiner Vereinbarkeit mit ökologischen, sozialen und ethischen Erfordernissen. Der Vorgang führt in fine zur Einfügung von ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln in die Lastenhefte der von den Auftraggebern ausgeschriebenen öffentlichen Aufträge in Übereinstimmung mit der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge, obwohl er nicht zu dieser bloßen technischen Maßnahme zu reduzieren ist. Es handelt sich grundsätzlich darum, die Prozesse und Verfahren vor und nach dem Kaufvertrag zu überdenken, um die Dimension der Nachhaltigkeit zu integrieren, und Ziele, insbesondere hinsichtlich der Verminderung der Umweltbelastung oder der sozial-beruflichen Eingliederung zu erreichen, wobei das wirtschaftliche Potential der Wallonischen KMU, einschließlich derjenigen, die dem Sektor der Sozialwirtschaft angehören, ebenfalls aufgewertet wird.

Durch die Einführung dieser im Marshallplan 2. Grün bereits eingetragenen nachhaltigen Beschaffungspolitik bringt die Wallonische Regierung ihren politischen Willen zum Ausdruck, die internationalen Verpflichtungen umzusetzen, die sie mit den anderen belgischen Gebietskörperschaften während des Erdgipfels von Rio +20 im Juni 2012 eingegangen hat. Sie will sich ebenfalls den Bemühungen der EU anschließen, um eine grüne Wirtschaft im Rahmen einer nachhaltigen Entwicklung zu fördern.

Auch wenn dieses Rundschreiben vor allem in der Wallonie Auswirkungen haben soll, kann man davon ausgehen, dass die Einfügung von ökologischen, sozialen und ethischen Normen in die wallonischen öffentlichen Aufträge auf einer breiteren geografischen Grundlage ebenfalls zur Einführung strengerer Anforderungen in anderen Regionen oder Staaten beitragen kann, indem sie gleichartige Initiativen bei den zuständigen Behörden weckt oder potentielle Lieferanten aus dem Ausland dazu zwingt, ihre Erzeugnisse an die Anforderungen der wallonischen öffentlichen Aufträge anzupassen.

1.3. Wirtschaftliche Herausforderungen

Durch die Einfügung von ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln in ihre öffentlichen Aufträge haben die Behörden ebenfalls die Möglichkeit, die Wettbewerbsposition der Wallonischen KMU zu verbessern, und die Entwicklung des lokalen und regionalen Unternehmertums in der Wallonie anzuregen.

Durch eine optimale Parametrisierung der Nachfrage stimulieren die öffentlichen Auftraggeber die ökologische und soziale Innovation, insbesondere seitens der wallonischen KMU, die in diesem Bereich schon zahlreiche Vorteile haben. So werden die KMU in ihrer Wettbewerbsposition ermutigt und verstärkt, was auch nicht ohne Wirkung auf die Bestellungen von privaten Auftraggebern ist. Darüber hinaus kann die nachhaltige Einkaufspolitik der Behörden das Verhalten und die Erwartungen der Verbraucher beeinflussen. Am Ende können die Vorteile einer nachhaltigen Beschaffungspolitik in den öffentlichen Aufträgen nicht nur punktuelle Aufträge, die die KMU für die Behörden erledigen, betreffen, sondern auch zur Schaffung struktureller Arbeitsstellen führen.

Wenn die auftraggebenden Behörden ökologische und soziale Klauseln in das Ausschreibungsverfahren einfügen, sollten sie sich zuerst über die Leistungsbedingungen der lokalen KMU erkundigen. So müssen die auftraggebenden Behörden besonders behutsam sein, wenn Gütezeichen benutzt werden, die den Zugang der Unternehmen zu Ausschreibungsverfahren wegen hohen Anforderungen oder Kosten begrenzen könnten.

Im Anschluss an diese Erwägungen gilt es, die Frage des Zugangs der KMU, einschließlich der sozialwirtschaftlichen KMU, zu öffentlichen Aufträgen, zu behandeln. Die KMU sind nämlich die wirtschaftlichen Akteure, die die meisten Schwierigkeiten haben könnten, um an öffentlichen Aufträgen teilzunehmen. Unter diesen Schwierigkeiten kann man die Größe der betreffenden Aufträge oder den fehlenden Zugang zu Informationen anführen. Somit wird von den auftraggebenden Behörden verlangt, dass sie, parallel zur Einführung der ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln, verwaltungstechnisch die Teilnahme der KMU an den von der Region ausgeschriebenen öffentlichen Aufträgen erleichtern.

Die Notiz über den juristischen Rahmen und die juristische Beratung, die auf dem Webportal der öffentlichen Aufträge zur Verfügung gestellt wird (www.marchespublics.wallonie.be / Menü : informations générales / pratiques de marché / achats publics durables) führt die wichtigsten verwaltungstechnischen Parameter der öffentlichen Aufträge an, um die Teilnahme von KMU aufgrund ihrer Möglichkeiten zu ermöglichen.

1.4. Das Erfordernis der Rechtssicherheit

Die Einfügung von ökologischen, sozialen oder ethischen Klauseln darf die juristische Sicherheit keinesfalls beeinträchtigen. Die Gesetzgebung und Rechtsprechung im Bereich der öffentlichen Aufträge sind eine hauptsächlich föderale sowie europäische, schwierige und immer schwieriger werdende Angelegenheit.

Vorliegendes Rundschreiben zielt darauf ab, die föderalen und europäischen Vorschriften optimal zu nutzen, um die Einführung ökologischer, sozialer und ethischer Klauseln zu fördern, und den Zugang der (wallonischen) KMU zu den öffentlichen Ausschreibungsverfahren zu erleichtern, bezweckt aber keine Abweichung von diesen Vorschriften, welche von den Auftraggebern selbstverständlich strikt eingehalten werden müssen.

So müssen die auftraggebenden Stellen den Grundsatz des freien Verkehrs von Dienstleistungen und Arbeitskräften immer einhalten, auch im Rahmen von öffentlichen Aufträgen, deren Wert unterhalb der europäischen Schwellen liegt, und auf die Einführung von Klauseln verzichten, die inhärent oder anlässlich ihrer Umsetzung diskriminatorisch sind.

2. Anwendungsbereich

Vorliegendes Rundschreiben betrifft die Lieferungs-, Dienstleistungs- und Bauaufträge. Es ist horizontal anwendbar und kann alle Einkaufs- und Wirtschaftsbereiche betreffen.

Die Gesamtheit der wallonischen auftraggebenden Behörden kann durch dieses Rundschreiben betroffen werden : alle Direktionen und Niederlassungen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie sowie alle regionalen öffentlichen Einrichtungen (ministerielle Kabinette, Einrichtungen öffentlichen Dienstes, öffentliche Wohnungsbaugesellschaften, alle sonstigen öffentlich-rechtlichen Gesellschaften und Vereinigungen). Die von der Wallonie bezuschussten auftraggebenden Behörden werden ebenfalls dazu ermutigt, sich bei der Ausarbeitung ihrer eigenen Lastenhefte von diesem Rundschreiben anregen zu lassen.

Innerhalb jeder Körperschaft bzw. Dienststelle betrifft das Rundschreiben zunächst das Leitungspersonal sowie die, egal in welcher Eigenschaft, mit den Einkäufen beauftragten Bediensteten, einschließlich der für die Wartung und die Baubetreuung verantwortlichen Personen.

3. Bestandteile einer nachhaltigen öffentlichen Beschaffungspolitik

3.1. Einfügung von ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln

3.1.1. Grundsätze und Zielsetzungen

„Ökologische Klauseln“ sind Bestimmungen zum Schutz der Umwelt.

Die Berücksichtigung von Umweltkriterien in den öffentlichen Aufträgen ist ein zweckmäßiges und notwendiges Mittel zur Verminderung der Umweltbelastung der öffentlichen Aktivitäten insgesamt, insbesondere auf die Lebensräume (Wasser, Luft, Boden), die Gesundheit, die biologische Vielfalt und die Landschaft. Zu diesem Zweck müssen die auftraggebenden Behörden den gesamten Lebenszyklus der Lieferungen und Dienstleistungen in Betracht ziehen, ihren Verbrauch von Naturressourcen und Energie vermindern, ihre Emissionen von Treibhausgas und diffusen Schadstoffen reduzieren, die Entstehung von Abfällen, insbesondere gefährlichen Abfällen, vermeiden, oder ggf. deren Aufwertung fördern.

„Soziale Klauseln“ sind Bestimmungen mit sozialpolitischen Zielsetzungen, die unmittelbar zum Wohlbefinden der Allgemeinheit oder der Individuen beitragen. Diese Zielsetzungen umfassen insbesondere die Teilnahme von sozialwirtschaftlichen Betrieben an öffentlichen Aufträgen, die Ausbildung oder sozialberufliche Eingliederung von wenig qualifizierten Arbeitssuchenden, Lehrlingen, Praktikanten oder Lernenden, von Personen mit einer sozialen, körperlichen und/oder geistigen Behinderung, von diskriminierten Personen, sowie die Förderung der Chancengleichheit, die Armutsbekämpfung, usw...

Es gilt im Allgemeinen, die Beschäftigungschancen von Personen, die dem Arbeitsmarkt entfernt sind, zu erhöhen, indem ihnen neue Arbeitsperspektiven eröffnet werden : Langzeitarbeitslose, ältere oder junge Arbeitslose, Personen aus benachteiligten oder gar marginalisierten Gruppen, behinderte Personen.

„Ethische Klauseln“ sind Bestimmungen, die darauf abzielen, dass ein gekauftes Gut oder eine gekaufte Dienstleistung unter fairen und menschenwürdigen Bedingungen hergestellt oder durchgeführt wird.

Ethische Klauseln verfolgen ein Ziel, das die sozialen Klauseln (denen sie manchmal irrtümlicherweise gleichgestellt werden) ergänzt. Sie unterscheiden sich von den sozialen Klauseln, indem sie verantwortungsbewusste Verhaltensweisen fördern in Verbindung mit Produkten oder Dienstleistungen, die außerhalb Belgiens hergestellt bzw. durchgeführt werden. Sie ermöglichen insbesondere die Anwendung von Regeln, die uns als grundlegend erscheinen, in Ländern, wo es keine entsprechenden Gesetze gibt, oder wo sie nicht gut eingehalten werden.

Unter Berücksichtigung der Gesetzgebung und Praxis wird den auftraggebenden Behörden empfohlen, die Tragweite der ethischen Klauseln auf die „soziale Ethik“ zu beschränken, indem die Einhaltung der Vereinbarungen der Internationalen Arbeitsorganisation („ethischer Handel“) und die Förderung des fairen Handels unterstützt werden.

3.1.2. Umsetzung in den öffentlichen Aufträgen

Bei der Vergabe von Lieferungs-, Dienstleistungs- und Bauaufträgen sorgen die auftraggebenden Behörden dafür, dass ökologische, soziale und ethische Erwägungen berücksichtigt werden. Was insbesondere die öffentlichen Bauaufträge oder Aufträge für die Renovierung von Gebäuden betrifft, die die Schwelle von 1,5 Mio Euro überschreiten, werden im Sonderlastenheft systematisch die sozialen Klauseln übernommen, die die auftraggebenden Behörden als die zutreffendsten betrachten, da sie die Akteure sind, die arbeitslose Personen an das Erwerbswesen heranführen können.

Die ökologischen, sozialen oder ethischen Klauseln können je nach Fall und im Rahmen der Gesetzgebung über öffentliche Aufträge in folgende Teile des Lastenheftes eingefügt werden :

- die Definition des Gegenstands des Auftrags;
- die technischen Spezifikationen des Lastenhefts;
- die qualitativen Auswahlkriterien;
- die Vergabekriterien;
- die Klauseln über die Auftragsdurchführung.

Die Notiz über den juristischen Rahmen und die juristische Beratung, die auf dem Webportal der öffentlichen Aufträge zur Verfügung gestellt wird (www.marchespublics.wallonie.be / Menü : informations générales/pratiques de marché/achats publics durables) führt die Bedingungen für die Einfügung der ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln in öffentliche Aufträge an. Diese Notiz zielt jedoch nicht darauf ab, den genauen Wortlaut der Klauseln zu bestimmen, die die auftraggebenden Behörden in völliger Unabhängigkeit und unter Beachtung des Grundsatzes der Autonomie in ihre Aufträge einfügen wollen.

3.2. Bestimmung und Analyse der Bedürfnisse

Bevor das Einkaufsverfahren eingeleitet wird, untersuchen die auftraggebenden Behörden sorgfältig ihre genauen Bedürfnisse, wobei sie interne und Endbenutzer zu Rate ziehen, insbesondere um sicherzugehen, dass das Volumen des Auftrags oder die technischen Spezifikationen nicht korrigiert werden müssen. Dabei hat die Verwaltung die potentiellen Auswirkungen des Auftrags auf die Umwelt zu bewerten, und dessen sozialen Mehrwert optimal zu identifizieren.

3.3. Benennung einer verantwortlichen Person

Zwecks der Umsetzung vorliegenden Rundschreibens benennen die auftraggebenden Behörden eine Person, die innerhalb ihrer Organisation für die Anregung einer Dynamik der Berücksichtigung ökologischer, sozialer und ethischer Erwägungen, und wirtschaftlicher Schwerpunkte betreffend den Zugang von KMU zu öffentlichen Aufträgen, verantwortlich ist.

Diese für die nachhaltige Beschaffung verantwortliche Person sorgt ebenfalls dafür, dass das Personal ihrer Organisation für die Vergabe verantwortungsbewusster öffentlicher Aufträge unter Berücksichtigung vorliegenden Rundschreibens sensibilisiert wird.

Sie muss über einen hierarchischen Status und Kompetenzen verfügen, die es ermöglichen, die Umsetzung der nachhaltigen Beschaffungspolitik optimal zu fördern.

3.4. Fortschrittanzeiger

Jede Verwaltung führt eine Tabelle für die Weiterverfolgung aller Aufträge ein, durch die insbesondere die erreichten Fortschritte gemessen werden können; die Benutzung einer solchen Tabelle durch alle Behörden wird zur Konsolidierung und Zusammenfassung aller Daten stark empfohlen. In dieser Tabelle werden das Verzeichnis der aktuellen oder künftigen Aufträge, das Vergabeverfahren, der Betrag (einschließlich MwSt.), der verantwortliche leitende Beamte, die Art(en) der eingefügten Klauseln, usw., angegeben.

Ein Beispiel einer solchen Tabelle, in der Form einer elektronischen Tabellenkalkulation, befindet sich auf dem Webportal der öffentlichen Aufträge (www.marchespublics.wallonie.be / Menü : informations générales/pratiques de marché/achats publics durables).

3.5. Jährliche Bewertung

Um u.a. die Zusammenfassung von Informationen auf regionaler Ebene zu erleichtern, sorgt jede auftraggebende Behörde dafür, dass ihr jährlicher Bericht eine synthetische Analyse ihrer Beschaffungspolitik mittels öffentlicher Aufträge umfasst, welche das finanzielle Volumen der Aufträge, ihre Anzahl, den Prozentsatz öffentlicher Aufträge mit ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln und die von der Einrichtung verfolgte Ziele (insbesondere für den Zugang von KMU zu öffentlichen Aufträgen während des Jahres n+1) angibt. Die Führung des oben beschriebenen Fortschrittanzeigers erleichtert der Behörde die Verfassung dieser Synthese.

4. Einzige Ansprechstelle für die auftraggebenden Behörden

Diese Ansprechstelle ist allen regionalen Auftraggebern, für alle Dienstleistungs-, Lieferungs- und Bauaufträge, zugänglich.

Diese Ansprechstelle unterliegt der Direktion der öffentlichen Aufträge des Generalsekretariats des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, mit der Unterstützung einer internen Plattform, die durch die Abteilung nachhaltige Entwicklung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie moderiert wird. Es handelt sich um eine globale Anlaufstelle für alle Fragen, die von den Dienststellen des öffentlichen Dienstes der Wallonie und anderen regionalen Körperschaften in Bezug auf die Verfassung der Lastenhefte gestellt werden; dies betrifft juristische Fragen sowie alle Angelegenheiten in Zusammenhang mit der Einfügung von ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln, was deren Verfassung aber auch die Analyse der Angebote betrifft.

Dieser Helpdesk kann mittels folgender E-Mail-Adresse angesprochen werden : « helpdesk.clausesese@spw.wallonie.be ». Grundsätzlich sollte die Antwort binnen höchstens 10 Werktagen gegeben werden.

5. Für alle Auftraggeber nützliche ressortübergreifende Instrumente für die Einführung einer nachhaltigen Beschaffungspolitik

Alle nachstehend dargestellten Instrumente sind auf dem Webportal der öffentlichen Aufträge zugänglich : www.marchespublics.wallonie.be (Menü : informations générales/pratiques de marché/achats publics durables). Auf dieser Homepage befinden sich ebenfalls zahlreiche Dokumentationsunterlagen (Anleitungen, Musterlastenhefte, Musterklauseln). Neu entwickelte Instrumente werden von nun ab online bereitgestellt.

5.1. Zusammenfassende Notiz über den juristischen Rahmen und die juristische Beratung

Es war offensichtlich notwendig, den wallonischen auftraggebenden Behörden eine regelmäßig aktualisierte operative Synthese zur Verfügung zu stellen, die sie ständig konsultieren können, um Rechtsunsicherheiten zu vermeiden und das Ergreifen korrekter Maßnahmen zu erleichtern.

Diese Synthese stellt die juristischen Leitlinien dar, die die Einfügung ökologischer, sozialer und ethischer Klauseln in öffentliche Aufträge bedingen. Sie ist allen Personen zugänglich, die auf die eine oder andere Weise mit öffentlichen Aufträgen zu tun haben. Sie gilt für alle Arten Aufträge (Lieferungen, Dienstleistungen, Bauarbeiten) und für alle Stufen der Vergabeverfahren (Zweck des Auftrags, technische Spezifikationen, qualitative Auswahl, Vergabekriterien, Durchführungsbedingungen).

Diese Notiz wurde von dem Wallonischen Ausschuss für öffentliche Aufträge validiert, und berücksichtigt insbesondere das am 1. Juli 2013 in Kraft getretene Gesetz vom 15. Juni 2006 über öffentliche Aufträge und seine Durchführungserlasse. Sie bildet eine nützliche und detaillierte Ergänzung zu vorliegendem Rundschreiben und wird regelmäßig aktualisiert.

5.2. Wallonische Anleitung im Bereich der öffentlichen Aufträge zwecks der Förderung einer nachhaltigen Entwicklung

Die Wallonie hat eine Anleitung ausgearbeitet, in der die für die Einführung bzw. Stärkung einer nachhaltigen Beschaffungspolitik von den auftraggebenden Behörde anzupassende Methodologie erläutert wird.

5.3. Ausbildung über die Einführung von ökologischen, sozialen und ethischen Klauseln

Ausbildungslehrgänge (1 Modul/Quartal) werden in Namur angeboten. Jeder Lehrgang dauert zwei Tage und kann von 15 Bediensteten besucht werden. Hierzu können sich die Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie unmittelbar an die Direktion der Personalausbildung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie wenden. In diesem Lehrgang wird ebenfalls die Benutzung des Musterlastenheftes über nachhaltige Gebäude (S. unten) besprochen.

5.4. Spezifische Information im Newsletter der öffentlichen Aufträge

Der Newsletter der öffentlichen Aufträge des öffentlichen Dienstes der Wallonie umfasst von nun an einen Abschnitt über nachhaltige öffentliche Aufträge; die Verantwortung dafür trägt die Abteilung Rechtsangelegenheiten mit der Unterstützung der Abteilung nachhaltige Entwicklung.

Sie können den Newsletter an folgender E-Mail-Adresse abonnieren : <http://marchespublics.wallonie.be/fr/fonctions-speciales/lettre-d-info/index.html>

5.5. Praktische Anleitung zur Einfügung von sozialen Klauseln in die Sonderlastenhefte von öffentlichen Aufträgen zugunsten der KMU, die dem Sektor der Sozialwirtschaft angehören

Diese Anleitung betrifft die Einführung von sozialen Klauseln vom Standpunkt der Sozialwirtschaft aus. Ihr Ziel ist :

- die Bestimmung der betroffenen Operatoren und Aufträge;
- die Bestimmung einer globalen Strategie und einer Strategie je Operator;
- die Darstellung der zu untersuchenden wichtigsten Punkte;
- die Bestimmung des gesetzlichen Rahmens für die Einführung von sozialen Klauseln in öffentlichen Aufträgen;
- die Darstellung der verfügbaren Ressourcen zugunsten der Operatoren.

6. Für jeden Auftraggeber nützliche spezifische sektorrelevante Instrumente für die Einführung einer nachhaltigen Beschaffungspolitik

6.1. Spezifische Instrumente für das nachhaltige Bauwesen

6.1.1. Musterlastenheft "Nachhaltiges Bauwesen"

Dank der Partnerschaft zwischen der Wallonie und der "Confédération de la Construction Wallonne" (Wallonischer Verband des Bauwesens) wurde ein Musterlastenheft "Nachhaltiges Bauwesen" ("CCT-BD") ausgearbeitet. Dieses Musterlastenheft soll die verschiedenen in der Wallonie und von der Föderation Wallonie-Brüssel benutzten Musterlastenhefte ersetzen, um die Verwaltungsarbeit sowohl für die Behörden wie die Betriebe und Projektatoren zu vereinfachen, und die Qualität der Aufträge der auftraggebenden Behörden zu verbessern. Dieses Dokument stellt eine bedeutsame Entwicklung im Bereich der Musterlastenhefte für das Bauwesen dar, da es dem letzten technischen, technologischen und rechtlichen Stand entspricht. Es trägt somit zum den Behörden obliegenden Ziel der Beispielhaftigkeit zu.

Das Musterlastenheft "Nachhaltiges Bauwesen" besteht in der Form einer beim Öffentlichen Dienst der Wallonie gehosteten Homepage, die ab der Portalseite der öffentlichen Aufträge zugänglich ist, und das Herunterladen von Artikeln ermöglicht, die für die Verfassung eines Sonderlastenheftes für Bauarbeiten oder die Renovierung von Gebäuden oder Wohnungen notwendig sind. Zurzeit umfasst es 9500 Artikel.

Ab dem 1. Juli 2014 wird dieses Musterlastenheft systematisch als einziges Bezugsdokument für alle Lastenhefte benutzt, die Bauarbeiten oder Arbeiten zur Renovierung von Gebäuden oder Wohnungen betreffen, die für die oder für Rechnung der Wallonie, der "Société Wallonne du Logement", der Föderation Wallonie-Brüssel sowie für Arbeiten, die von diesen Einrichtungen zu mindestens 50 % bezuschusst werden, durchgeführt werden.

Ab dem 1. Januar 2014 werden die auftraggebenden Behörden dazu ermutigt, dieses "CCT-BE"-Musterlastenheft für die neuen Akten zu benutzen, um dessen allmähliches Inkrafttreten zu erleichtern und die gesamten betroffenen Bediensteten mit seiner Benutzung vertraut zu machen. Sie werden ebenfalls ermutigt, an der Dynamik der ständigen Verbesserung und Bewertung dieses Instruments teilzunehmen, indem sie der DGT2 und der Direktion der öffentlichen Aufträge des öffentlichen Dienstes der Wallonie zweckmäßige Änderungsvorschläge und ggf. aufgetretene Schwierigkeiten bei der Benutzung des Instruments mitteilen.

Auf jeden Fall wird das für jeden Auftrag gültige Dokument im Sonderlastenheft identifiziert.

Das CCT-BD-Sonderlastenheft wird regelmäßig aktualisiert, um dem letzten rechtlichen, technischen und technologischen Stand Rechnung zu tragen.

6.1.2. Spezialisierte Vermittler für soziale Klauseln in öffentlichen Bauaufträgen (Gebäude)

Seit April 2012 wurde ein System von Vermittlern für soziale Klauseln eingeführt, um die Ein- und Durchführung von sozialen Klauseln in öffentlichen Bauaufträgen (Gebäude) zu erleichtern. Dieses System besteht aus zwei Gruppen von Vermittlern (auftraggebende Behörden einerseits, Unternehmen andererseits), die in einem Netz zusammengebracht werden. Dieses Netz wird vom Generalsekretariat des öffentlichen Dienstes der Wallonie (Abteilung nachhaltige Entwicklung und Direktion der öffentlichen Aufträge) belebt.

Die Vermittler für soziale Klauseln sind in den Referenzstrukturen der wichtigsten Akteure, die an den Bauaufträgen (Gebäude) beteiligt sind, aktiv :

- auftraggebende Behörden : im Öffentlichen Dienst der Wallonie, in der "Société wallonne du Logement", in der "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);
- Projektatoren : in der "Union wallonne des Architectes";
- Unternehmen : in der "Confédération de la Construction wallonne" und in der "fédération d'entreprises d'économie sociale SAW-B".

Die Aufgabe der Vermittler besteht in der Information, Beratung, Hilfe bei der Ein- oder Durchführung von sozialen Klauseln.

Die innerhalb des Netzes der Vermittler für soziale Klauseln entwickelten Instrumente werden auf der Homepage der öffentlichen Aufträge zur Verfügung gestellt.

6.1.3. Vademekum "nachhaltige Gebäude"

Im Rahmen eines von der "Société wallonne du Logement" (welche das Projekt in Zusammenarbeit mit dem Öffentlichen Dienst der Wallonie führt) organisierten öffentlichen Auftrags hat die Universität Mons ein Vademekum ausgearbeitet, um die auftraggebenden Behörden im Bereich der nachhaltigen Wohn- und Tertiärgebäude zu unterstützen. Dieses Vademekum ist ein wichtiges Instrument, um den technischen Bediensteten sowie den Leitungsorganen der auftraggebenden Behörden bei der Beschlussfassung zu helfen.

Es befasst sich mit der Frage der Arbeiten von einem technischen Standpunkt aus (Energieeffizienz, ...), unabhängig von der Umsetzung dieser technischen Spezifikationen in Lastenhefte, was den Zweck des CCT-BD-Lastenheftes darstellt.

Das Vademekum ist ebenfalls auf der Homepage der Société wallonne du Logement (www.swl.be) verfügbar.

6.2. Spezifische Instrument für den Bereich "Stein und Marmor"

Am 19. Juli 2012 wurde von der Regierung ein Rundschreiben verabschiedet, das die Einführung von Umweltkriterien in öffentlichen Aufträgen im Bereich der Verwendung von Ziergestein behandelt; dieses Rundschreiben ist für die wallonischen öffentlichen Auftraggeber, aber auch die Gemeinden und Interkommunalen bestimmt.

7. Vernetzung

Um die Vernetzung der öffentlichen Auftraggeber und den Ideenaustausch zwischen Bediensteten, die mit Aufgaben im Bereich der nachhaltigen Beschaffung beauftragt sind, zu fördern, werden Rundtischgespräche, Informationsaustauschplattformen, Fachseminare, Treffen mit Lieferanten und Vor-Ort-Besuche organisiert. Für diese Aktionen werden getrennte Bewerberaufrufe ausgeschrieben, die an die auftraggebenden Körperschaften direkt gerichtet werden.

Namur, den 28. November 2013

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206899]

28 NOVEMBER 2013. — Omzendbrief betreffende de implementatie van een duurzaam aankoopbeleid voor de Waalse gewestelijke aanbestedende overheden

Ter attentie van de Waalse gewestelijke aanbestedende overheden onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten

1. Inleiding

1.1. Algemene doelstelling

De Regering heeft beslist een duurzaam aankoopbeleid op schaal van Wallonië te implementeren, waarbij de aanbestedende overheden erom verzocht worden dit beleid zowel voor hun aankopen van leveringen en diensten als van werken over te nemen. Deze omzendbrief en de instrumenten die erin worden omschreven, zijn uitgedacht om de eenheden te helpen bij de omzetting van het duurzaam aankoopbeleid, dat niet alleen een antwoord biedt op economische maar ook op sociale, milieu- en ethische uitdagingen, maar eveneens op de voorbeeldrol die van het bestuur verwacht wordt.

De overheidsaankopen vormen immers een belangrijke hefboom voor een overgang naar duurzame gebruiks- en productiewijzen, wegens met name het totaalbedrag van die aankopen en hun belang ten opzichte van het BBP, wat een belangrijke impact op de handel van goederen en diensten in Wallonië. De openbare acteur heeft de plicht om die hefboom te gebruiken om de milieu- en sociale innovatie bij zijn potentiële leveranciers te bevorderen.

1.2. Sociale, ethische en milieu-uitdagingen

De uitvoering van een duurzaam aankoopbeleid stelt de aanbestedende overheden voor de vraag naar de zowel kwalitatieve als kwantitatieve behoeften en van de overeenstemming ervan met sociale, ethische en milieueisen. Een duurzaam aankoopbeleid resulteert in fine in de opname van sociale, ethische en milieuclausules in de bestekken van de overheidsopdrachten van de aanbestedende overheden, en dit, volledig conform de wetgeving op de overheidsopdrachten, maar dit beleid mag evenwel niet tot die technische handeling beperkt worden. De processen en procedures voor en na de aankoopfase dienen grondig herzien te worden ten einde het duurzaamheidsaspect volop mee te betrekken en de doelstellingen inzake met name de vermindering van de milieuoetadruk of de inschakeling in het beroepsleven te bereiken, waarbij het economische potentieel van de Waalse K.M.O.'s, met inbegrip van degene uit de sociale economie, dient gevaloriseerd te worden.

Door de implementatie van dit duurzaam aankoopbeleid, opgenomen in het "Marshall-Plan 2.Groen", getuigt de Waalse Regering van zijn politieke wil om de internationale verbintenissen die ze in juni 2012 bij de Wereldconferentie over Milieu en Ontwikkeling van Rio+ 20 met de andere Belgische overheden heeft gesloten, in daden om te zetten. Ze wenst ook bij te dragen tot de inspanningen van de Europese Unie om een groene economie in het kader van een duurzame ontwikkeling te bevorderen.

Hoewel deze omzendbrief vooral bestemd is om uitwerking te hebben in Wallonië, valt eveneens aan te stippen dat de opname van sociale, ethische en milieueisen in de Waalse overheidsopdrachten, geografisch ruimer bekeken dan enkel het grondgebied van ons Gewest, ook kan aanzetten tot hogere eisen terzake, hetzij waarbij de bevoegde openbare overheden tot soortgelijke initiatieven worden aangespoord, hetzij door een aanpassing van de buitenlandse potentiële leveranciers aan het eisenniveau in de Waalse overheidsopdrachten.

1.3. Economische uitdagingen

Door de opneming van sociale, ethische en milieuclausules in hun overheidsopdrachten kunnen de openbare overheden bovendien de concurrentieverhouding van de Waalse K.M.O.'s versterken en de ontwikkeling van de plaatselijke en gewestelijke ondernemingen in Wallonië stimuleren.

Als de overheid als aankoper de parameters van de aanvraag zo goed mogelijk bepaalt, stimuleert ze immers de sociale en milieu-innovatie van met name de Waalse K.M.O.'s die reeds talrijke troeven terzake bezitten. De concurrentieverhouding van de K.M.O.'s wordt zo globaal aangespoord en versterkt, met inbegrip van de eventuele verkrijging van privébestellingen. Met de integratie van duurzame aankooppraktijken kan de openbare bestelling bovendien een concurrentiële impact hebben op het gedrag en de verwachtingen van de verbruikers. De voordelen van de duurzame overheidsopdrachten kunnen ten slotte voor de K.M.O.'s het kader van punctuele bestellingen ruim overschrijden en aanleiding geven tot het scheppen van structurele arbeidsplaatsen.

Wanneer de aanbestedende overheden in de aanbestedingsprocedure sociale en milieuclausules opnemen, moeten ze daartoe eerst inlichtingen inwinnen over de prestatievoorwaarden van de plaatselijke K.M.O.'s. De aanbestedende overheden moeten zo bijzonder waakzaam zijn wat betreft het gebruik van labels die de toegang van de onderneming tot de aanbestedingsprocedures zouden kunnen beperken wegens hun eisenniveau of hun kosten.

In het verlengde van die bekommernis moest de vraag van de toegankelijkheid van de K.M.O.'s tot de overheidsopdrachten, met inbegrip van de K.M.O.'s uit de sociale economie, behandeld worden. De K.M.O.'s zijn de economische actoren die het meest belemmerd zouden kunnen worden bij de deelname aan overheidsopdrachten. Ze kunnen worden belemmerd door verschillende factoren, waaronder de grootte van de overheidsopdrachten of het gebrek aan toegang tot de informatie. Naast de opnemings van sociale, ethische en milieuclausules wordt de aanbestedende overheden bijgevolg aanbevolen om op administratief vlak de mogelijkheid voor de K.M.O.'s om deel te nemen aan de door het Gewest gelanceerde overheidsopdrachten te versterken.

De oriënterende nota die beschikbaar is op de portaalsite van de overheidsopdrachten (www.marchespublics.wal-lonie.be) (menu algemene informatie/marktpraktijken/duurzame overheidsaankopen) omschrijft de bepalende administratieve parameters die het meest belemmerd zouden kunnen worden van de deelname van de K.M.O.'s te waarborgen en de wijze waarop ze moeten worden aangepast aan de mogelijkheden van laatstgenoemden.

1.4. De eis inzake rechtszekerheid

De opnemings van sociale, ethische of milieuclausules mag niet ten nadele van de rechtszekerheid gaan. In casu ressorteren de wetgeving en de rechtspraak inzake de overheidsopdrachten onder het federaal en het Europees niveau en worden ze per echelon veeleisender en ingewikkelder.

Hoewel deze wetgevingen volkomen benut kunnen worden teneinde de opnemings van sociale, ethische en milieuclausules te bevorderen en de toegang van de, met name Waalse, K.M.O.'s tot de overheidsopdrachten te versterken, heeft deze omzendbrief niet als doel af te wijken van de wetgeving op de overheidsopdrachten die de aanbestedende overheden volledig moeten toepassen.

De aanbestedende overheden moeten dus over het algemeen, zelfs voor de overheidsopdrachten met een lagere waarde dan de Europese drempels, altijd het beginsel van vrij verkeer van diensten en werknemers in acht nemen en afzien van het opnemen van clausules die van nature of wegens hun toepassing discriminerend zijn.

2. Toepassingsgebied

Deze omzendbrief beoogt de opdrachten voor aanneming van diensten, leveringen en werken. Ze is van overkoepelende, de toepassing en kan alle soorten aankoop, alsook alle sectoren betreffen.

Deze omzendbrief kan betrekking hebben op alle Waalse aanbestedende overheden, ongeacht of het elke directie en vestiging van de Waalse Overheidsdienst betreft, ofwel de gewestelijke openbare organen (ministeriële kabinetten, instellingen van openbaar nut, openbare huisvestingsmaatschappijen, andere vennootschappen en publiekrechtelijke verenigingen). De door Wallonië gesubsidieerde aanbestedende overheden worden er ook toe aangezet om deze omzendbrief als basis te nemen bij de opmaak van hun eigen bestekken.

Binnen elke eenheid zijn het leidende personeel en de personeelsleden die in welke hoedanigheid ook in de aankoop tussenbeide komen, met inbegrip van de verantwoordelijken voor het onderhoud en de opvolging van de werven, als eersten betrokken bij deze omzendbrief.

3. Bestanddelen van een duurzaam aankoopbeleid

3.1. Opnemings van sociale, ethische en milieuclausules

3.1.1. Principes en doelstellingen

De "milieuclausules" zijn bepalingen die een doelstelling inzake de bescherming van het leefmilieu nastreven.

De inoverwegingname van milieucriteria in de overheidsopdrachten is een doeltreffend en noodzakelijk middel om de voetafdruk van alle openbare activiteiten, bijzonder op de omgevingen (water, lucht, bodem), de gezondheid, de biodiversiteit en het landschap te verminderen. De aanbestedende overheden houden daartoe rekening met de volledige levenscyclus van de leveringen en diensten, verminderen hun verbruik van natuurlijke hulpbronnen en energie, hun broeikasgasemissies en diffuse bronnen van verontreiniging, voorkomen de productie van afvalstoffen, in het bijzonder de gevaarlijke afvalstoffen en, in voorkomend geval, valoriseren ze.

De "sociale clausules" zijn bepalingen die doelstellingen inzake sociaal beleid nastreven, waarbij rechtstreeks wordt bijgedragen tot het welzijn van de gemeenschap of van de personen. Die doelstellingen houden met name in : de deelname aan de overheidsopdrachten van de ondernemingen uit de sociale economie, de opleiding of de socioprofessionele inschakeling van laaggeschoolde werkzoekenden, van leerlingen, stagiairs of lerenden, van personen met een sociale, fysieke en/of geestelijke handicap of die het voorwerp van discriminatie uitmaken, de bevordering van de kansengelijkheid, de bestrijding van armoede, enz...

Over het algemeen dienen de personen zonder toegang tot de arbeidsmarkt, opnieuw zicht op werk te geven, waarbij nieuwe werkgelegenheidsvooruitzichten voor hen worden geopend (langdurige werklozen, oude of jonge werknemers, personen afkomstig van benadeelde groepen, en zelfs gemarginaliseerde personen, gehandicapte personen).

De "ethische clausules" zijn bepalingen die als doel hebben een goed of een dienst geleverd onder voorwaarden die als juist en menselijk worden beschouwd, aan te kopen.

De ethische clausules maken het mogelijk een doelstelling na te streven, die aanvullend is op degene m.b.t. de sociale clausules waarmee ze soms worden vergeleken. Ze kunnen van de sociale clausules onderscheiden worden voor zover ze strekken tot de bevordering van deugdzame gedragingen in verband met producten of diensten verricht buiten het Belgische grondgebied. Ze kunnen met name de toepassing van regels of normen die als fundamenteel lijken, mogelijk maken in landen waarin zulke wetgevingen niet bestaan of niet goed nageleefd worden.

In de huidige stand van de wetgeving en de praktijk wordt de aanbestedende overheden aanbevolen de reikwijdte van de ethische clausules tot de "sociale ethiek" te beperken, waarbij de naleving van de overeenkomsten van de Internationale arbeidsorganisatie (ethische handel) en de eerlijke handel worden bevorderd.

3.1.2. Uitvoering in de overheidsopdrachten

Bij de gunning van elke overheidsopdracht voor aanneming van leveringen, diensten en werken zorgen de aanbestedende overheden ervoor rekening te houden met de sociale, ethische en milieuoverwegingen. Wat specifiek de overheidsopdrachten voor aanneming van bouw- of renovatiewerken van gebouwen boven de drempel van 1,5 miljoen euro betreft, neemt het bestek systematisch de sociale clausules op die voor de aanbestedende overheden het relevantst zijn, gezien hun potentialiteit om personen die het meest van de arbeidsmarkt vervreemd zijn, opnieuw met het werkmilieu te laten aanknopen.

De opneming van sociale, ethische of milieuclausules kan volgens het geval en in het kader bepaald door de wetgeving op de overheidsopdrachten verricht worden :

- in de omschrijving zelf van het doel van de opdracht;
- in de technische specificaties van het bestek;
- als kwantitatief selectiecriteria;
- onder de aanbestedingscriteria;
- in de clausules betreffende de uitvoering van de opdracht.

De oriënterende nota die ter beschikking is gesteld op de portaalsite van de overheidsopdrachten (www.marchespublics.wallonie.be) (menu algemene informatie/marktpraktijken/duurzame overheidsaankopen) omschrijft de voorwaarden waarin de sociale, ethische en milieuclausules kunnen worden opgenomen. Ze streeft er evenwel niet naar de precieze opmaak van de clausules op te leggen, die de overheden in alle onafhankelijkheid en met inachtneming van het autonomiebeginsel in hun overheidsopdrachten opnemen.

3.2. Omschrijving en onderzoek van de behoeften

Vóór het opstarten van de aankoopprocedure maken de aanbestedende overheden een nauwkeurige omschrijving van hun behoefte, waarbij ze interne of eindgebruikers raadplegen om met name te bepalen of het volume van de bestelling of de technische bepalingen niet herzien moeten worden. Bij deze stap zorgt het bestuur ervoor de potentiële effecten van de opdracht op het leefmilieu te beoordelen en voor een zo goed mogelijke weergave van de sociale meerwaarde die de opdracht kan waarborgen, te zorgen.

3.3. Aanwijzing van een verantwoordelijke

Voor de implementatie van deze omzendbrief wijzen de aanbestedende overheden een verantwoordelijke aan die belast zal zijn met het aanzetten binnen zijn organisatie tot het rekening houden met de sociale, ethische en milieuoverwegingen alsook met de economische bekommernissen m.b.t. de toegang tot de Waalse overheidsopdrachten voor de K.M.O.'s, met inbegrip van de bedrijven uit de sociale economie.

De verantwoordelijke voor de duurzame aankopen heeft ook als opdracht het personeel van haar/zijn organisatie aan te sporen tot de gunning van duurzame overheidsopdrachten met inachtneming van deze omzendbrief.

Hij/zij moet het hiërarchische statuut en de nodige vaardigheden hebben om de toepassing van het duurzaam aankoopbeleid zo goed mogelijk aan te moedigen.

3.4. Strategische tabel

Elk bestuur maakt een opvolgingstabel van alle opdrachten op, waarmee met name de voortgang kan worden gemeten en waarvan het gebruik door elk bestuur sterk aangemoedigd wordt met het oog op de consolidatie en de samenvoeging van gegevens. Die tabel vermeldt de lijst van de lopende of toekomstige opdrachten met het type procedure, het bedrag incl. BTW, de vervaldatum, de leidend ambtenaar, het(de) type(s) geïntegreerde clausule(s).

Een tabelvoorbeeld in de vorm van elektronisch kladblok dat die rapportage mogelijk maakt, is beschikbaar op het portaal van de overheidsopdrachten (www.marchespublics.wallonie.be) (menu algemene informatie/marktpraktijken/duurzame overheidsaankopen).

3.5. Jaarlijkse evaluatie

Om met name de samenvoeging van inlichtingen op gewestelijk niveau te vergemakkelijken, zorgt elke aanbestedende overheid ervoor in haar jaarlijks verslag een synthetische analyse van haar beleid inzake overheidsopdrachten te vermelden, waarin het financiële volume van de contracten, hun aantal, het percentage overheidsopdrachten die sociale, ethische en milieuclausules opnemen en de door de instelling nagestreefde doelstelling worden gedetailleerd om met name de toegang van de K.M.O.'s voor het jaar n+1 te bevorderen. De opmaak van de hierboven vermelde strategische tabel maakt het elke aanbestedende overheid mogelijk deze synthese vrij gemakkelijk op te stellen.

4. Unieke helpdesk voor de aanbestedende overheden

Die helpdesk is open voor het geheel van de gewestelijke aanbestedende overheden en voor het geheel van de opdrachten voor aanneming van diensten, leveringen en werken.

De helpdesk wordt door de Directie Overheidsopdrachten van het Secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst met de steun van een intern platform geleid door het Departement Duurzame Ontwikkeling van de Waalse Overheidsdienst beheerd. Die helpdesk is het eenheidsloket voor alle vragen gesteld door de eenheden van de Waalse Overheidsdienst alsook door de andere gewestelijke eenheden en die betrekking hebben op de opmaak van overheidsbestekken, namelijk de juridische aspecten, maar ook alle vragen in verband met de opneming van sociale, ethische en milieuclausules wat hun formulering of het aanbodanalyse betreft.

De helpdesk wordt ter inzage gelegd op volgend emailadres : « helpdesk.clausesese@spw.wallonie.be ». Een antwoord wordt in principe binnen hoogstens 10 werkdagen gegeven.

5. Overkoepelende instrumenten die op schaal van elke aanbestedende overheid nuttig voor een duurzaam aankoopbeleid

Alle hieronder voorgestelde instrumenten zijn beschikbaar op het portaal van de overheidsopdrachten op volgend emailadres : www.marchespublics.wallonie.be (menu algemene informatie/marktpraktijken/duurzame overheidsaankopen). De site stelt ook een compilatie van documentaire bronnen voor zoals praktische handleidingen, voorbeelden van bestekken, standaardclausules. Elk nieuw ontwikkeld instrument zal voortaan beschikbaar zijn op de website.

5.1. Synthetische oriënterende nota

Het bleek noodzakelijk te zijn dat de Waalse aanbestedende overheden voortdurend kunnen beschikken over een regelmatig bijgewerkte operationele synthese om de juridische onzekerheden te verminderen en zo de actie te vergemakkelijken.

Deze synthese geeft elke persoon die op welke manier ook betrokken is bij de overheidsopdracht een globaal overzicht van de juridische bakens die de opname van de sociale, ethische en milieuclausules in de overheidsopdrachten bepalen. Die bakens worden uitgelegd voor alle soorten opdrachten (leveringen, diensten, werken) en voor de verschillende gunningsstadia van de procedure voor overheidsopdrachten (doel van de opdracht en technische specificaties, kwalitatieve selectie, gunningscriteria, uitvoeringsvoorwaarden).

Die nota die door de "Commission wallonne des Marchés publics" (Waalse Commissie voor Overheidsopdrachten) is bekrachtigd, houdt met name rekening met de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten die op 1 juli 2003 in werking is getreden, en met de uitvoeringsbesluiten ervan. Ze vult op nuttige wijze deze omzendbrief voor meer gedetailleerde aspecten aan en wordt regelmatig bijgewerkt.

5.2. Waals beheersgids voor overheidsaankopen met het oog op de bevordering van een duurzame ontwikkeling

Wallonië heeft voor de aanbestedende overheden een leidraad ontwikkeld, waarin de voor de implementatie of de versterking van een duurzaam aankoopbeleid te volgen methodologie wordt uitgelegd.

5.3. Opleidingen over de opneming van sociale, ethische en milieuclausules

De opleidingen worden in één module per kwartaal georganiseerd en vinden plaats in Namen. Ze duren twee dagen en zijn open voor 15 personeelsleden per module. De personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst en van de instellingen van openbaar nut kunnen zich richten tot de Directie Opleiding van het personeel van de Waalse Overheidsdienst. De inhoud van de opleiding bespreekt ook het gebruik van het standaardbestek (Duurzaam bouwen) (zie hieronder).

5.4. Specifieke informatie in de newsletter betreffende de overheidsopdrachten

De newsletter betreffende de overheidsopdrachten van de Waalse Overheidsdienst neemt voortaan een luik "duurzame overheidsopdrachten" op, beheerd door het Departement Juridische Zaken van de Waalse Overheidsdienst met de steun van het Departement Duurzame ontwikkeling.

De inschrijvingen op de newsletter worden op volgend emailadres geregistreerd : <http://marchespublics.wallonie.be/fr/fonctions-speciales/lettre-d-info/index.html>

5.5. Praktische handleiding met het oog op de opneming van sociale clausules ten gunste van de K.M.O.'s uit de sociale economie in de bestekken van de overheidsopdrachten

Deze handleiding snijdt de vraag van de opneming van de sociale clausules vanuit de specifieke invalshoek van de sociale economie aan. Ze heeft als doel :

- de betrokken operatoren en opdrachten te bepalen;
- een globale strategie per operator te bepalen;
- de te onderzoeken wezenlijke overwegingen voor te stellen;
- het wetgevingskader te bebakemen voor de indiening van sociale clausules in de overheidsopdrachten;
- op de beschikbare hulpbronnen te wijzen om de operatoren te helpen.

6. Specifieke sectorale instrumenten die nuttig zijn voor de implementatie op schaal van elke aanbestedende overheid van een duurzaam aankoopbeleid

6.1. Specifieke instrumenten voor de duurzame bouw

6.1.1. Standaardbestek "Duurzaam bouwen"

Een standaardbestek "Duurzaam bouwen" is dankzij het partnerschap tussen Wallonië en de "Confédération de la Construction wallonne" (Verbond van de Waalse Bouwaannemers) opgemaakt. Dit standaardbestek is bestemd om de talrijke modellen van bestekken die in Wallonië en door de Federatie Wallonië-Brussel worden gebruikt, te vervangen teneinde het administratief werk van zowel de besturen als van de ondernemingen en auteurs van projecten te vergemakkelijken en tegelijkertijd de kwaliteit van de bestellingen van de aanbestedende overheden te verbeteren. Het document vormt een aanzienlijke evolutie inzake het standaardbestek voor de gebouwen daar het de laatste technische, technologische en juridische evoluties opneemt. Het draagt dan ook tot de voorbeeldigheidsdoelstelling van het bestuur bij.

Het standaardbestek "Duurzaam bouwen" is beschikbaar in de vorm van een website geherbergd door de Waalse Overheidsdienst en bereikbaar vanaf de portaal-site van de overheidsopdrachten met het oog op het downloaden van de artikelen die noodzakelijk zijn voor de opmaak van een bestek voor de uitvoering van bouwen of de renovaties van gebouwen en woningen. Het bevat heden ongeveer 9500 artikelen.

Vanaf 1 juni 2014 zal dit nieuw standaardbestek systematisch als uniek referentiebestek gebruikt worden voor alle bouw- en renovatiewerken voor woningen en gebouwen uitgevoerd door of voor rekening van Wallonië, van de "Société Wallonne du Logement" (Waalse Overheidsdienst) en de Federatie Wallonië-Brussel alsook voor alle werken die voor minimum 50 % door die instellingen worden gesubsidieerd.

Vanaf 1 januari 2014 worden de aanbestedende overheden erom verzocht het standaardbestek "Duurzaam bouwen" voor de nieuwe dossiers te gebruiken om de geleidelijke inwerkingtreding ervan te vergemakkelijken en om het geheel van de interveniënten met het gebruik ervan vertrouwd te maken. Ze worden er ook toe aangezet deel te nemen aan een dynamiek voor de voortdurende verbetering en evaluatie van dit instrument, waarbij ze de wijzigingsvoorstellen die ze oppoortuun achten en, in voorkomend geval, de bij het gebruik van het instrument ondervonden moeilijkheden aan het DGT2 en aan de Directie Overheidsopdrachten van de Waalse Overheidsdienst mededelen.

In ieder geval geeft dit bestek duidelijk het document aan dat voor elke opdracht van toepassing is.

Het standaardbestek "Duurzaam bouwen" wordt voortdurend bijgewerkt om de juridische, technische en technologische evolutie te volgen.

6.1.2. Gespecialiseerde facilitatoren voor sociale clausules in de overheidsopdrachten voor aanneming van werken (gebouwen)

Een voorziening "facilitatoren voor sociale clausules" is sinds april 2012 opgericht om de integratie en de implementatie van sociale clausules in de overheidsopdrachten voor aanneming van werken (gebouwen) te vergemakkelijken. Die voorziening steunt op twee groepen van facilitatoren (enerzijds de aanbestedende overheden, anderzijds de ondernemingen), die in een netwerk worden bijeengebracht. Dit netwerk van facilitatoren wordt door het secretariaat-generaal van de Waalse Overheidsdienst geleid (Departement Duurzame ontwikkeling en Directie Overheidsopdrachten).

De facilitatoren voor sociale clausules zijn aanwezig in de referentiestructuren van de voornaamste actoren betrokken bij de opdrachten voor aanneming van werken (gebouwen) :

- wat betreft de aanbestedende overheden : in de Waalse Overheidsdienst, de "Société wallonne du Logement" en de "Union des Villes et des Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten);

- wat betreft de auteurs van projecten : in de "Union wallonne des Architectes" (Waalse Unie voor Architecten);

- wat betreft de ondernemingen : in de "Confédération de la Construction wallonne" en in de "fédération d'entreprises d'économie sociale SAW-B".

De facilitatoren hebben als opdracht : informeren, adviseren en helpen bij de inschakeling of de uitvoering van sociale clausules.

De binnen het netwerk van de facilitatoren voor sociale clausules ontwikkelde instrumenten zijn beschikbaar op de portaalsite van de overheidsopdrachten.

6.1.3. Vademecum Duurzame gebouwen

Een vademecum bestemd om de aanbestedende overheden inzake duurzame woningen en tertiaire gebouwen te helpen is opgemaakt door de Universiteit Bergen in het kader van een overheidsopdracht georganiseerd door de "Société wallonne du Logement", die het project samen met de Waalse Overheidsdienst stuurt. Dit vademecum is een beslissingsondersteuning voor de technische personeelsleden en voor de beslissingsorganen van de aanbestedende overheden.

Het behandelt de vraag van de werken vanuit een technische invalshoek (met name de energieprestatie), los van de vraag van de vertaling van die technische specificaties in het bestek, wat het doel is van het standaardbestek "Duurzaam bouwen".

Het vademecum ligt bovendien ter inzage op de website van de SWL (www.swl.be).

6.2. specifieke instrumenten voor de sector van de stenen en marmers

De Regering heeft op 19 juli 2012 een omzendbrief goedgekeurd. Die behandelt de opname van milieucriteria in de overheidsopdrachten betreffende het gebruik van sierstenen- en gesteenten voor de Waalse aanbestedende overheden maar ook voor de gemeenten en intercommunales.

7. Oprichting van een netwerk

Om de oprichting van het netwerk van aanbestedende overheden of van personeelsleden betrokken bij duurzame aankopen te bevorderen en om ze te vergroten, worden rondetafels, platforms voor informatie-uitwisseling, specifieke seminaria, ontmoetingen met de leveranciers en bezoeken ter plaatse georganiseerd. Die acties maken het voorwerp uit van gescheiden oproepen tot de kandidaten die rechtstreeks worden gericht aan de aanbestedende overheden.

Namen, 28 november 2013.

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT